

Le Déméter

Sous la direction de Sébastien Abis et Matthieu Brun

2022

ALIMENTATION

les nouvelles frontières





Le Déméter **2022**

Alimentation : les nouvelles frontières

Sous la direction de Sébastien Abis et Matthieu Brun

Manger semble banal. Pourtant, se nourrir, accéder à des produits sains et être libre de ses choix s'avère extraordinaire. Confrontée à l'évolution des comportements nutritionnels et aux inégalités géographiques, économiques et sociales, l'alimentation se situe aux carrefours d'enjeux multiples. Tout ce qui la conditionne ne cesse de se complexifier. Avec l'arrivée d'acteurs inédits qui investissent ce champ essentiel et celle d'innovations en cascade, les frontières de nos assiettes se redessinent. Elles s'élargissent ici ou se rétrécissent là, alors que certains consommateurs veulent reprendre le pouvoir sur leur alimentation et que des États cherchent à en faire un axe majeur de leur souveraineté. Au registre de la puissance, l'alimentaire révèle les besoins, les forces et les dépendances.

Analysant les défis stratégiques de demain, cette 28^e édition du *Déméter* apporte une saveur géopolitique aux questions agricoles et alimentaires. Elle rappelle que se nourrir constitue la pierre angulaire d'une sécurité humaine rendue possible par des agricultures durables à favoriser partout dans le monde.

-
- 18 chapitres prospectifs et de nombreux encadrés
 - 8 fiches-repères sur les produits et les marchés agricoles et alimentaires
 - Des infographies, cartographies et statistiques mondiales
-

Le Club DEMETER est l'écosystème du secteur agricole et agroalimentaire dont les réflexions prospectives sont tournées vers les enjeux mondiaux, les dynamiques d'innovation et les expériences intersectorielles.

www.clubdemeter.com

L'IRIS est un think tank français travaillant sur les thématiques géopolitiques et stratégiques. Ses activités comprennent la recherche et l'expertise, les publications, l'organisation de colloques et de séminaires, et l'enseignement sur les questions internationales.

www.iris-france.org

ISSN : 1166-2115

club
démeter
De la parcelle à la planète 


IRIS éditions

Le Déméter

2022

Alimentation :
les nouvelles frontières

sous la direction de Sébastien Abis et Matthieu Brun



**Version numérique disponible sur le site de l'IRIS
(www.iris-france.org)
et sur le portail CAIRN
(www.cairn.info)**

**Précédentes éditions disponibles
sur le site du Club DEMETER
(www.clubdemeter.com/fr/le-demeter)**

**Rédaction
publication@club-demeter.org**

AVANT-PROPOS

Le comité de rédaction du *Déméter* 2022.

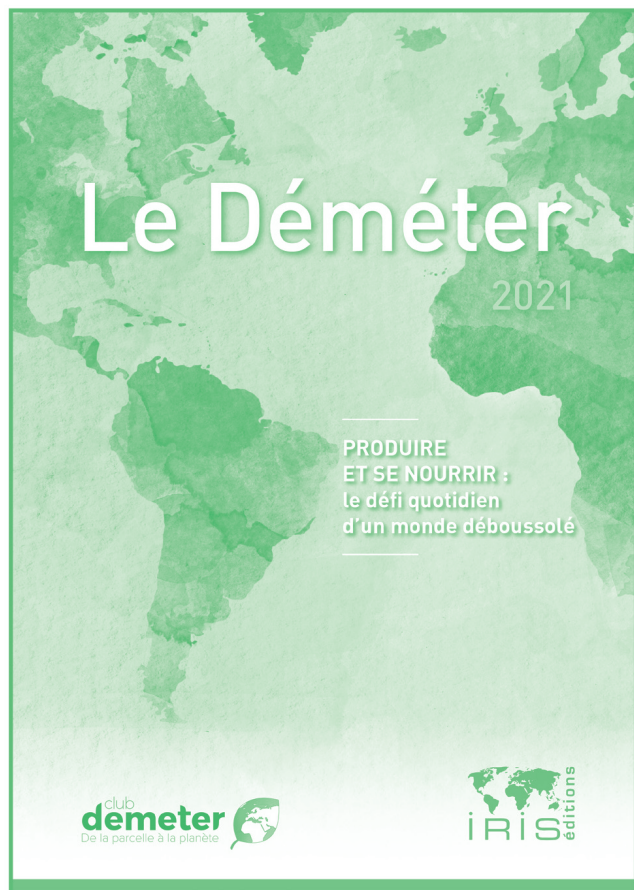
—

Depuis 1993, *Le Déméter* propose des analyses prospectives sur l'agriculture, l'alimentation et le développement en France, en Europe et dans le monde. Face aux défis économiques, sociaux, climatiques et environnementaux aujourd'hui posés à la production agricole et aux systèmes alimentaires, l'ouvrage offre une contribution croisant des perspectives pluridisciplinaires nécessaires pour appréhender la complexité du monde.

Les différents chapitres de cette 28^e édition du *Déméter* s'intéressent au temps long et aux dynamiques sociopolitiques, commerciales, agricoles et agroalimentaires partout sur la planète. Cette édition est le fruit du travail de 50 auteurs et d'une quinzaine de collaborateurs qui ont contribué à donner sa forme définitive à l'ouvrage.

Le *Déméter* 2022 dans sa partie « Agrosphères », déclinée en dix chapitres et de nombreux encadrés, explore les nouvelles frontières de l'alimentation qui se retrouvent bouleversées par l'évolution des comportements et des attentes des consommateurs, par des inégalités géographiques, économiques et sociales mais aussi par l'arrivée de nouveaux acteurs et le développement d'innovations. La deuxième section, « Regards d'avenir », construite autour de huit rubriques thématiques reproduites à chaque édition, cherche à interroger les modes de production et de consommation, les problématiques de logistique, la place de l'Europe et de ses filières stratégiques ainsi que le rôle des agricultures du monde dans la société, des Afriques à Singapour et jusque dans l'espace. En outre, ces « Regards d'avenir » intègrent en 2022 ceux des lauréates des Prix DEMETER 2021 destinés aux étudiants des écoles partenaires du Club DEMETER dans le réseau Interface Formation. L'ouvrage, qui se veut toujours plus pédagogique et analytique, se termine par des « Repères », agencés en huit sessions, qui ont été réalisés cette année autour des produits de grande consommation et des enjeux-clés pour l'alimentation mondiale, européenne et française.

Les thèmes et les approches de cette nouvelle édition du *Déméter*, destinés au plus grand nombre, permettent ainsi d'interroger les interactions entre agriculture, alimentation et changement, rappelant que la sécurité alimentaire demeure un enjeu stratégique pour les sociétés.



Le Déméter 2021

Sous la direction de
Sébastien Abis et Matthieu Brun

-
- 16 analyses thématiques et de nombreux encadrés
 - 10 fiches-repères sur les échanges, les marchés, les produits et les techniques
 - des cartes mondiales, régionales et thématiques
 - un entretien exclusif avec Thomas Pesquet
 - des infographies, cartographies et statistiques mondiales
-

La pandémie de Covid-19 a produit un choc d'une ampleur sans précédent. Dans un tel contexte d'incertitudes, les champs de priorités se resserrent sur l'essentiel. L'alimentation, comme la santé, fait partie de ces enjeux universels et atemporels, au cœur des sécurités collective et individuelle et reste le fondement de notre quotidien. Cette nécessité vitale est conditionnée par une activité agricole, elle-même bouleversée, partout sur la planète, par l'accélération des changements géopolitiques, économiques, environnementaux, sociétaux et technologiques.

À partir de l'analyse d'une série de grandes ruptures et d'enjeux stratégiques, cette 27^e édition du *Déméter* questionne les trajectoires du développement agricole et les conditions de la sécurité alimentaire dans un monde où la résilience, l'adaptation, l'innovation et la coopération demeurent plus que jamais déterminantes pour relever des défis inédits.

Le Club DEMETER est l'écosystème associatif du secteur agricole et agroalimentaire tourné vers les réflexions de long terme, les enjeux mondiaux et les solutions innovantes pour l'avenir. • www.clubdemeter.com

L'IRIS est un *think tank* français travaillant sur les thématiques géopolitiques et stratégiques. Ses activités comprennent la recherche et l'expertise, les publications, l'organisation de colloques et séminaires, et l'enseignement sur les questions internationales. • www.iris-france.org

Pour acheter l'ouvrage, rendez-vous sur
iris-france.org et sur CAIRN

Sommaire

AVANT-PROPOS	3
COMITÉ DE RÉDACTION	8
COMITÉ DE CORRESPONDANTS INTERNATIONAUX	9
LES AUTEURS	11
DEMAIN, L'AGRICULTURE	15
Relance, puissance, appartenance : des priorités (agricoles) pour tous	17
Sébastien Abis et Matthieu Brun	
AGROSPHÈRES	23
Nourrir la puissance : l'alimentation au prisme de la géopolitique	25
Pierre Blanc	
<i>Carte / L'aide alimentaire des États-Unis : un outil stratégique dans la guerre froide</i>	31
<i>La Turquie, une puissance agricole et alimentaire qui s'affirme / Matthieu Brun et Anaïs Marie</i>	40
Les futurs alimentaires au défi de l'anthropocène	43
Samuel Rebulard	
Qualité alimentaire : la grande oubliée des réseaux sociaux ?	63
Cendrine Auguères et Frédéric Pichon	
<i>K-Food : une recette gagnante pour le soft power coréen / Amaury Bessard</i>	79
<i>À la rencontre d'un AgriYoutubeur / Entretien avec Thierry Bailliet</i>	81
Les normes, face cachée de l'alimentation dans la mondialisation	85
Gérard Boivin et Christian Mayeur	
<i>La Chine, nouvelle puissance normative ? / Marina Pourrias</i>	100
Bien se nourrir pour bien vieillir	105
Catherine Bihoreau et Sénéis Corvin	
<i>Carte / Bulletin de santé mondial</i>	112
<i>Centenaires et millénials en 2030 : des marchés à inventer / Matthieu Brun</i>	122
Au menu de l'Amérique latine, réformer l'éducation alimentaire	125
Olivier Antoine	
<i>Santé et climat : la double pyramide alimentaire / Marta Antonelli</i>	140

Se nourrir en territoire difficile	143
Dans le chaos organisé des camps de réfugiés / Alice Corbet	144
Dans la France insulaire de Mayotte / Henri-Luc Thibault et Hervé Lejeune	150
<i>Carte / Mayotte au défi de la sécurité alimentaire</i>	151
Dans les franges urbaines et rurales de l'Hexagone / Caroline Brand, Mathilde Ferrand, Perrine Vandenbroucke, Claire Delfosse et Simon Vonthron	157
<i>Carte / Les ménages pauvres éloignés des commerces vendant des fruits et légumes n'habitent pas les quartiers les plus pauvres de Montpellier</i>	160
Les restaurations collectives de demain	165
Olivier Schram	
<i>Rapprocher le champ de l'assiette en restauration collective / Entretien croisé avec Cédric Cogniez, Olivier Mouminoux et Philippe Thery</i>	174
Agriculture et e-commerce en Afrique : une connexion à construire	179
Alexandre Boudet	
<i>Pinduoduo, une percée rurale dans le e-commerce chinois / Anaïs Marie</i>	192
<i>Indonésie, la livraison à domicile à l'heure du Covid / Diane Mordacq</i>	194
La Seafood tech, nouvel horizon de l'innovation alimentaire	197
Raphaëla le Gouvello et Jean-Pascal Bergé	
<i>Les algues, une ressource biologique de première importance / Jean-Paul Cadoret</i>	212
REGARDS D'AVENIR	215
Les agroéquipements du futur, entre technologie et intelligence humaine	217
Simon Ritz	
<i>Infographie / La filière des agroéquipements en France</i>	231
<i>Rostselmash : le renouveau stratégique de l'industrie russe du machinisme / Jean-Jacques Hervé</i>	232
L'Europe par temps de crises, à la recherche d'une boussole stratégique	235
Thierry Pouch	
Sécurité alimentaire, le grand retour du rail	249
Delphine Acloque	
<i>Carte / Belt and Road Initiative (BRI) : une planification lancée en 2013</i>	260
<i>Les enjeux environnementaux du transport maritime / Camille Valero</i>	265
<i>Quand le transport maritime inspire l'Internet physique / Marion Huré</i>	267

Singapour : les rêves d'autosuffisance alimentaire du dragon asiatique	269
Jean-Yves Chow et Matthieu Brun	
<i>Carte / Singapour : une stratégie tournée vers l'autosuffisance alimentaire</i>	284
<i>Quand l'AgTech israélienne bourdonne / Ethy Levy</i>	285
Beurre, le retour en grâce	287
Jean-Marc Chaumet	
<i>Carte / Une géopolitique du beurre</i>	296
Investment Funds in the Food and Agriculture Sector: A Fertile Ground for Investors	301
Roberto Vitón	
<i>Le pouvoir des monnaies / Anaïs Marie</i>	317
Grands témoins. L'Afrique en marche vers le digital	319
Entretien avec Haweya Mohamed et Ammin Youssouf	
<i>Les start-up africaines, porteuses d'innovation dans le secteur agricole et alimentaire / Anaïs Marie</i>	328
Agriculture et alimentation : la nouvelle guerre des étoiles ?	331
Quentin Mathieu	
<i>Quand la restauration aérienne passe au vert / Marion Huré</i>	344
Prix DEMETER 2021	347
<i>Entre habitudes sociétales et intérêts individuels, comment converger vers un modèle de société plus responsable ? / Margot Melis, Manon Roy-Chevalier et Marie-Xavière Saffre</i>	347
<i>Le maïs en Éthiopie, au cœur de la sécurité alimentaire d'un pays en transition économique / Angéline Mahé</i>	349
<i>Les enjeux géopolitiques numériques de l'Océanie et la stratégie des acteurs des collectivités françaises du Pacifique / Aline Amodru-Dervillez</i>	351
REPÈRES	353
Histoire et alimentation	355
Pertes et gaspillage alimentaires	361
Eau potable	367
Produits céréaliers	373
Fruits et légumes	379
Protéines	385
Thé, café, chocolat, produits sucrés	391
Produits agricoles non alimentaires	399

COMITÉ DE RÉDACTION

Sébastien Abis, directeur du Club DEMETER et chercheur associé à l'IRIS.

Delphine Acloque, agrégée et docteure en géographie, chercheuse associée au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ, Le Caire).

Nathalie Belhoste, professeur associée à Grenoble École de Management (GEM).

Pierre Blanc, professeur de géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, chercheur au LAM (Les Afriques dans le monde, CNRS/Sciences Po), rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée*.

Alain P. Bonjean, consultant international, Bonjean & Associés SAS.

Lucien Bourgeois, économiste, membre de l'Académie d'agriculture de France.

Matthieu Brun, responsable des études et des partenariats académiques au Club DEMETER, politiste, chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le monde de Sciences Po Bordeaux.

Jean-Marc Chaumet, directeur Économie au Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL).

Denis Ferrand, économiste, directeur général de Rexecode, vice-président de la Société d'économie politique (SEP).

Eddy Fougier, expert-consultant, politologue spécialiste des mouvements protestataires et des attentes sociétales.

Michel Griffon, agronome et économiste.

Jean-Jacques Hervé, ingénieur général honoraire des ponts, des eaux et des forêts, président de l'Académie d'agriculture de France et des Académies de Russie et d'Ukraine, conseiller au Commerce extérieur de la France et vice-président de la Chambre de commerce France-Ukraine.

Céline Laisney, directrice d'AlimAvenir.

Hervé Le Stum, ancien directeur de l'Association générale des producteurs de blés (AGPB) et d'Intercéréales.

Quentin Mathieu, responsable Économie à La Coopération Agricole.

Thierry Pouch, chef du Service études, références et prospective des Chambres d'agriculture de France, chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et membre de l'Académie d'agriculture de France.

Marina Pourrias, enseignante, responsable 5^e année Ingénieur « Marchés internationaux et stratégies » à l'École supérieure d'agriculture d'Angers (ESA).

Marie-Hélène Schwoob, chargée de mission au Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Clementina Sebillotte, ingénieure de recherche en économie et sciences de gestion, Unité de recherche ALISS, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Bertrand Valiorgue, professeur en stratégie et gouvernance des entreprises, EM Lyon.

Bernard Valluis, président d'honneur de European Flour Millers.

Perrine Vandenbroucke, enseignante-chercheuse en géographie à l'Isara, membre du Laboratoire d'études rurales (LER).

Marie-Geneviève Vandesande, ancienne directrice des Presses de Sciences Po.

COMITÉ DE CORRESPONDANTS INTERNATIONAUX

Marta Antonelli (Italie, Suisse), responsable des études au Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition (BCFN), chercheure associée au Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique.

Jean-Joseph Boillot (Inde), économiste, chercheur associé au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) et à l'IRIS.

Åsmund Bjørnstad (Norvège), professeur à l'Université d'Oslo.

Manash Chatterjee (Inde), fondateur et directeur de Benchbio Pvt. Ltd.

Jean-Yves Chow (Singapour), responsable du secteur agroalimentaire pour l'Asie-Pacifique, Banque Mizuho.

David De Almeida (Portugal), senior VP International, Pomona Farming.

Guy Debailleul (Canada), professeur à l'Université Laval.

Angelo Di Mambro (Belgique), journaliste spécialisé dans l'environnement, l'agriculture et l'alimentation.

Mamadou Goïta (Mali), directeur exécutif, Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (IRPAD).

Ethy Levy (Israël, Australie), fondatrice de The Bridge Hub – Agrifood Innovation Fund & Kinneret Impact Ventures (VC).

Éric Meyer (Chine), journaliste et écrivain, membre correspondant de l'Académie des sciences d'outre-mer.

Philippe Monneveux (Brésil), consultant indépendant international.

Patrick Mundler (Canada), professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval.

Ludivine Petetin (Royaume-Uni), maîtresse de conférences à l'Université de Cardiff.

Martin Pidoux (Suisse), chef de l'économie rurale, Haute école des sciences agronomiques, alimentaires et forestières (HAFL).

Racha Ramadan (Égypte), professeure à l'Université du Caire.

Alain Rival (Indonésie), directeur régional du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) pour l'Asie du Sud-Est insulaire.

Yasmina Tawfik (Brésil), responsable des ventes et des partenariats chez Nostrum Partners.

COORDINATION ÉDITORIALE

Club DEMETER : Sébastien Abis et Matthieu Brun. Avec Margaux Louis et Anaïs Marie, consultantes, Florence Voisin, secrétaire de direction, Claire de Marignan, chargée des événements et de la communication, et l'appui des stagiaires du Club DEMETER : Malo Blumel, étudiant à l'Université Paris Nanterre, Corentin Cnudde, étudiant à Sciences Po Paris, Florie Danilo, étudiante à Bordeaux Sciences Agro, Mirana Massard, étudiante à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Diane Mordacq, étudiante à l'Université catholique de Lille, et Luiza Turturica étudiante à l'IHEDREA.

IRIS : Marc Verzeroli, responsable d'édition à l'IRIS et rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*. Avec Émilie Luthringer, étudiante à l'Université de Genève, et Sacha Serero, chargée de mission.

Cartographie : Laura Margueritte

Maquette et mise en page : Caroline Renouf

Mise en page : Dominique Guillaumin

LES AUTEURS

Sébastien Abis, directeur du Club DEMETER et chercheur associé à l'IRIS.

Delphine Acloque, agrégée et docteure en géographie, chercheuse associée au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ, Le Caire).

Olivier Antoine, docteur en géopolitique, président de ORAE Géopolitique.

Marta Antonelli, responsable des études au Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition (BCFN), chercheuse associée au Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique.

Cendrine Auguères, enseignante-chercheuse en marketing à l'Institut national polytechnique et l'École d'ingénieurs de Purpan, membre de la chaire In'FAAQT (Innover dans les filières agricoles et agroalimentaires, pour la qualité et les territoires).

Thierry Bailliet, agriculteur et youtubeur (« Thierry agriculteur d'aujourd'hui »).

Jean-Pascal Bergé, président de BioThoT et cofondateur d'Upcyclink, ancien directeur de recherche à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer).

Amaury Bessard, Managing Director d'Edelman France, expert des enjeux d'influence dans le secteur de l'alimentation.

Catherine Bihoreau, directrice scientifique à Évidence Santé.

Pierre Blanc, professeur de géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, chercheur au LAM (Les Afriques dans le monde, CNRS/Sciences Po), rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée*.

Gérard Boivin, ancien président-directeur général du Groupe Bel, Business Development Advisor chez Proudfoot, président du Comité stratégique « Agroalimentaire » de l'Association française de normalisation (Afnor) de 2015 à avril 2021.

Alexandre Boudet, responsable Afrique chez Thomson Broadcast, ancien responsable Afrique australe, de l'Est et océan Indien du Medef.

Caroline Brand, enseignante-chercheuse en géographie à l'Isara, membre du Laboratoire d'études rurales (LER).

Matthieu Brun, responsable des études au Club DEMETER, politiste, chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le monde de Sciences Po Bordeaux.

Jean-Paul Cadoret, directeur scientifique d'Algama, président de la European Algae Biomass Association (EABA).

Jean-Marc Chaumet, directeur Économie au Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL).

Jean-Yves Chow, responsable du secteur agroalimentaire pour l'Asie-Pacifique, Banque Mizuho.

Alice Corbet, anthropologue, chargée de recherche au CNRS (Les Afriques dans le monde, LAM).

Sénéis Corvin, ingénieure agronome, chargée de projets en nutrition et santé à Évidence Santé.

Claire Delfosse, professeure de géographie à l'Université Lumière Lyon 2 et directrice du Laboratoire d'études rurales (LER).

Mathilde Ferrand, doctorante en géographie au Laboratoire d'études rurales (LER).

Raphaëla le Gouvello, fondatrice de l'association et réseau RespectOcean, fondatrice et directrice de la société de conseil et d'expertise STERMOR, experte pour l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Jean-Jacques Hervé, ingénieur général honoraire des ponts, des eaux et des forêts, président de l'Académie d'agriculture de France et des Académies de Russie et d'Ukraine, conseiller au Commerce extérieur de la France et vice-président de la Chambre de commerce France-Ukraine.

Marion Huré, ingénieure en agriculture, autrice et rédactrice.

Hervé Lejeune, inspecteur général de l'agriculture, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Ethy Levy, fondatrice de The Bridge Hub – Agrifood Innovation Fund & Kinneret Impact Ventures (VC).

Anaïs Marie, consultante pour le Club DEMETER.

Quentin Mathieu, responsable Économie à La Coopération Agricole.

Christian Mayeur, conseil de dirigeants (MAYEUR ZARROUK Consulting), président du Comité stratégique « Management & Services » de l'Association française de normalisation (Afnor) de 1996 à 2007 et directeur Développement et Innovation à l'Afnor de 2018 à 2020.

Haweya Mohamed, cofondatrice d'Afrobytes.

Diane Mordacq, stagiaire au Club DEMETER.

Frédéric Pichon, maître de conférences en sciences de gestion à l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse (Toulouse INP – Ensai).

Thierry Pouch, économiste, chef du Service études, références et prospective des Chambres d'agriculture de France, chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et membre de l'Académie d'agriculture de France.

Marina Pourrias, enseignante, responsable 5^e année Ingénieur « Marchés internationaux et stratégies » à l'École supérieure d'agriculture d'Angers (ESA).

Marine Raffray, chargée de mission au Service études, références et prospective des Chambres d'agriculture de France.

Samuel Rebulard, professeur agrégé à l'Université Paris-Saclay, ingénieur agronome.

Simon Ritz, titulaire de la Chaire Agro-Machinisme et Nouvelles Technologies à UniLaSalle.

Olivier Schram, directeur associé, PH Partners.

Henri-Luc Thibault, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Camille Valero, chargée d'études juridiques à l'Institut supérieur d'économie maritime (ISEMAR).

Perrine Vandenbroucke, enseignante-chercheure en géographie à l'Isara, membre du Laboratoire d'études rurales (LER).

Roberto Vitón, directeur général de Valoral Advisors.

Simon Vonthron, chercheur postdoctoral en géographie à l'Université de Liège et chercheur associé à l'UMR Innovation (INRAE – CIRAD – Montpellier SupAgro).

Ammin Youssouf, cofondateur d'Afrobytes.

Lauréates des Prix DEMETER 2021

Aline Amodru-Dervillez, diplômée de l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8) et lauréate du Prix spécial du jury.

Angéline Mahé, diplômée en géographie de l'Université Paris-Sorbonne et lauréate du Prix DEMETER 2021.

Margot Melis, **Manon Roy-Chevalier** et **Marie-Xavière Saffre**, diplômées de Grenoble École de Management (GEM) et lauréates du Prix DEMETER 2021 collectif.

DEMAIN, L'AGRICULTURE

RELANCE, PUISSANCE, APPARTENANCE : DES PRIORITÉS (AGRICOLLES) POUR TOUS

Sébastien Abis

Directeur du Club DEMETER et chercheur associé à l'IRIS.

Matthieu Brun

Responsable des études et des partenariats académiques au Club DEMETER, politiste, chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le monde de Sciences Po Bordeaux.

—

La France assure la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) au cours du premier semestre 2022 en ayant positionné le triptyque « Relance, puissance, appartenance » comme marqueur de son agenda. Par-delà le seul horizon de cette présidence française de l'UE (PFUE), ces trois thèmes révèlent une ambition de long terme pour l'Europe, à l'heure où des défis stratégiques en questionnent le devenir. Cette formule s'avère aussi appropriée pour caractériser les enjeux qui concernent son agriculture. Ce sont par ailleurs trois termes à consonance mondiale tant les dynamiques alimentaires à l'œuvre attestent d'une relance des politiques agricoles, d'une (ré)affirmation des logiques de puissance et de l'appartenance à une seule et même trajectoire d'interdépendances. Ce sont enfin trois mots à résonance hexagonale, au moment où l'agriculture et ses multiples fonctions semblent bénéficier d'une plus grande reconnaissance.

TROIS THÈMES POUR UNE EUROPE VITALE

Nous avons identifié le sursaut stratégique nécessaire de l'UE parmi les dix points cardinaux de la décennie à venir¹. Depuis deux ans, cette conviction se renforce. L'Europe doit triplement réagir : pour gérer les crises socioéconomiques, sanitaires et géopolitiques qui la menacent, pour défendre ses valeurs et ses intérêts dans un monde particulièrement nerveux et pour proposer un narratif commun aux populations des États membres qui soit réellement orienté vers le futur.

Près de 900 000 citoyens européens ont été emportés par la maladie liée au coronavirus depuis le début de la pandémie. À ces drames humains s'ajoute une multitude de tensions sanitaires qui, depuis des mois, perturbent le fonctionnement des sociétés. L'impact est aussi économique et aucun secteur d'activité n'est épargné. Dès l'été 2020, l'UE est parvenue à définir un plan de relance de 800 milliards d'euros, baptisé NextGenerationEU, effort commun additionnel aux 1 000 milliards d'euros du programme septennal (2021-2027) et dédié à des investissements d'avenir. C'est

1. Voir Sébastien Abis et Matthieu Brun, « 2020-2030 : une cartographie des mondes agricoles et alimentaires », in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, Paris, Club DEMETER – IRIS Éditions, 2020.

l'illustration phare d'une Europe qui protège, cherchant à amortir les chocs et à bâtir un rebond économique sur le temps long. Il se décline en cinq axes pour une Europe « plus verte, plus numérique, en meilleure santé, plus forte et plus juste ». La trajectoire de relance européenne se situe donc principalement autour des objectifs définis dans le Pacte vert (*Green Deal*), visant à la neutralité carbone sur le continent à l'horizon 2050, et qui mobilisera un tiers des dépenses de l'UE dans la période budgétaire actuelle. La relance est également tournée vers les technologies et la digitalisation des systèmes, la recherche dans le domaine médical, l'innovation industrielle, sans oublier des sujets plus classiques de l'agenda européen comme la formation continue, le soutien aux jeunes entrepreneurs ou l'égalité des chances.

Ces perspectives ouvrent un champ de possibles très vaste pour l'agriculture. Cette dernière joue un rôle essentiel pour réussir à la fois une reprise et des transitions dans la croissance économique. Le numérique, couplé avec l'agronomie et les connaissances humaines, va favoriser des productions plus précises et plus durables. Les sites de transformation et les chaînes logistiques des filières agroalimentaires, qui ont déjà prouvé leur adaptabilité, sont aux premières loges d'une industrie européenne innovante, présente dans tous les territoires et offrant une large palette de métiers appelés à être revalorisés, car porteurs de sens. L'alimentation constitue la base pour rendre l'Europe plus saine et plus sûre, car elle est l'alliée principale du bien-être physique et mental du plus grand nombre.

L'agriculture et l'alimentation sont, par ailleurs, des piliers dans l'expression de la puissance européenne depuis sa création. Puisque la PFUE entend promouvoir la souveraineté, la capacité d'agir et l'autonomie vis-à-vis des grands de ce monde, en les appliquant à des usages concrets, comment ne pas penser à la politique agricole commune (PAC), qui célèbre son sixième anniversaire en 2022 ? Malgré moult réformes, la PAC demeure le symbole d'un esprit communautaire et d'une Europe solidaire. Le développement agricole dans les États membres, la diversité, la complémentarité et la qualité des productions, la résilience de ce secteur – en dépit des turbulences – sont autant de forces qui alimentent l'identité d'une Europe puissante, tout autant que le sentiment d'appartenance. Ce qui la sécurise en interne la projette aussi au-delà de ses frontières. Vis-à-vis du voisinage méditerranéen et de l'Afrique – deux espaces géographiques prioritaires dans les relations extérieures de la PFUE –, la coopération agricole et la contribution aux équilibres alimentaires représentent des leviers déterminants. La grammaire politique de l'UE avec ces espaces, à court comme à moyen terme, peut donc utilement se centrer sur ces questions, d'autant qu'elles sont directement en lien avec les enjeux de justice sociale, climatiques, sécuritaires ou migratoires. En outre, l'agriculture et l'alimentation restent centrales dans le dialogue avec les États-Unis et la Chine, mais aussi avec d'autres puissances, qui connaissent les atouts européens en la matière. C'est aussi cela l'appartenance, constater que des secteurs sont immanquables vus de l'extérieur, au point parfois de susciter la convoitise, surtout si l'Europe les déclassifie des biens communs à protéger et à régénérer.

Pour réussir, l'Europe doit conjuguer Pacte vert et intentions géopolitiques si l'UE prétend marcher sur ces deux pieds. Il serait fâcheux pour l'agriculture euro-

péenne d'être privée d'une de ses jambes et de devoir avancer, déséquilibrée, à cloche-pied. Au même titre que la viabilité à long terme de la planète est une course non négociable, la sécurité alimentaire de toutes et tous au quotidien doit s'afficher en grand sur la boussole stratégique de l'UE. C'est un défi permanent que la PAC doit relever et qui conditionne la vie d'un demi-milliard de personnes dans les États membres, consommateurs pluriels et exigeants et, pour la plupart, privilégiés. Que serions-nous sans ces agricultures européennes complémentaires et lancées, pour beaucoup, dans de nouvelles révolutions afin de répondre à cette triple demande de sécurité, de santé et de soutenabilité que les sociétés appellent de leurs vœux et dont nous faisons état en 2021¹? Serions-nous à même de proposer les mêmes capacités de relance, de puissance et d'appartenance sans les composantes agricoles, alimentaires et rurales? Celles-ci sont plutôt là pour souligner que ce triptyque leur sied parfaitement et qu'il dépasse de loin le cadre d'un semestre de présidence européenne. Il est de la responsabilité de toutes les générations d'Européens d'avoir conscience que l'agriculture, sous toutes ses formes, progresse pour être triplement performante sur le plan social, économique et environnemental. Elle apporte des solutions pour demain et cultive des valeurs qui distinguent peut-être le modèle européen sur la scène internationale.

TROIS TERMES À CONSONANCE MONDIALE

L'Europe n'a pas le monopole du triptyque «relance, puissance, appartenance» quand le curseur se positionne sur l'agriculture. Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, beaucoup de pays ont décidé d'investir davantage dans le domaine agricole et l'innovation, offrant à la fois de meilleures productions et de nouveaux produits pour répondre aux attentes des consommateurs. Là où le secteur avait été catalogué comme appartenant au passé au tournant du millénaire, il se retrouve ces dernières années de plus en plus haut dans les agendas politiques. Cela vaut sur le plan de l'action publique comme des programmes de développement, avec le constat partagé que l'agriculture se situe au carrefour d'enjeux multiples et constitue la pierre angulaire d'une sécurité alimentaire et humaine à garantir en tout temps. Et pourtant, ce qui la conditionne ne cesse de se complexifier; entre accroissement démographique, évolution des comportements nutritionnels, raréfaction des ressources naturelles et changements climatiques, pour ne prendre que ces variables emblématiques. Il faut ici rappeler que cette sécurité alimentaire n'est pas possible sans agricultures durables et sans producteurs de nourriture, partout dans le monde. De même, la chaîne de performances qui anime cette sécurité alimentaire dépasse la seule relation entre agriculteurs et consommateurs. Entre la ferme et la fourchette, le rôle d'acteurs économiques, scientifiques ou sociaux s'avère toujours plus déter-

1. Voir Sébastien Abis et Matthieu Brun, «Sécurité, santé et soutenabilité : quand l'agriculture prend tout son sens», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2021*, Paris, Club DEMETER – IRIS Éditions, 2021.

minant pour rapprocher l'offre de la demande, vitaliser les territoires et organiser les marchés.

Nous assistons depuis quinze ans à une relance mondiale agricole, qui, elle-même, engendre une mécanique inévitable de puissance¹. Certains   tats consolident leur pouvoir et ne cachent plus leurs ambitions. D'autres expriment des intentions grandissantes autour de l'agriculture et de l'alimentaire. Ces manifestations d'intérêt se traduisent dans le champ économique, commercial, diplomatique, scientifique, culturel ou marketing. Si la dimension géopolitique de l'agriculture est palpable au niveau local et national, elle peut tout autant retentir dans les relations internationales². Quand ce ne sont pas des nations qui postulent au rang de puissances agricoles, ce sont des entreprises qui débarquent, de plus en plus nombreuses, dans ce secteur lucratif par l'étendue de ses productions, à commencer par celles nourricières, qui trouvent un marché colossal puisque se nourrir est un acte vital, universel et quotidien. Mais l'agriculture est également visée car elle s'inscrit dans des transitions fortes, notamment dans le nexus alimentation-sant  ³ et dans la promotion de finances ou de technologies vertes, dont sont friands des groupes multinationaux, avides d'investissements responsables, sans oublier des fonds de gestion d'actifs ou souverains qui placent l'alimentaire dans le panier des valeurs refuges et à fort potentiel. Une telle tendance se voit confortée en période d'incertitudes comme celle que nous vivons depuis deux ans avec cette pandémie et qui n'en finit plus de rappeler où se situe l'essentiel et quels sont les secteurs indispensables.

Nous observons donc un réarmement mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. D'un point de vue géostratégique, cela interroge plusieurs paramètres quant à l'appartenance commune à une seule et même planète. La question alimentaire et agricole demeure universelle, elle n'appartient à personne en particulier, ni exclusivement aux professionnels du secteur. Cependant, tout le monde n'a pas la même capacité à produire de tout et partout. Faut-il mentionner que la faim et la malnutrition sont l'une des faces cachées de la crise de Covid-19, qu'elles augmentent dans les Amériques, dans le monde arabe, en Afrique et ailleurs, avec des proportions certes moindres au sein de l'UE? Faut-il insister sur le fait que les migrations de détresse, causées par la guerre, des températures extrêmes, le stress hydrique ou l'insécurité alimentaire – et parfois par tous ces facteurs à la fois – risquent de proliférer dans les prochaines années? Alors que ces défis exigeraient des réponses multilatérales et davantage conjointes, il s'avère que les courses solitaires l'emportent largement sur les initiatives solidaires. Nous assistons ainsi à une nouvelle fragmentation du monde et au retour à des logiques de blocs, comme si les interdépendances avaient c  d   la place à des dynamiques confrontationnelles. Chaque partenaire peut

1. Voir Pierre Blanc et Thierry Pouch, «Un monde plus instable, radicalement incertain et sans gouvernance réelle : l'agriculture comme démonstration», in Sébastien Abis (dir.), *Le Déméter 2019*, Paris, Club DEMETER – IRIS   ditions, 2019; et Jérôme Lavandier, «Rivalités alimentaires et compétition logistique dans le golfe Persique», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, op. cit.

2. Benoît Daviron, «Agriculture, richesse et puissance : une lecture historique en termes de métabolisme social et d'hégémonie», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, op. cit.

3. Isabelle de Cr  moux et Jérémy Denieulle, «Microbiote, la révolution du siècle?», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, op. cit.

aussi être un concurrent et parfois même s'afficher comme rival. Est-ce alors raisonnable d'avancer en ordre dispersé face aux enjeux mondiaux de la santé, du climat, de la biodiversité et de la sécurité alimentaire¹? N'est-ce pas un choix trop radical – s'associer ou s'affaiblir séparément – qui se joue en ce moment? Les États européens doivent se demander où sont leurs intérêts et quels doivent être leurs engagements demain. Le repli nationaliste? L'Europe comme seul horizon? Une Europe naïve à la merci du monde ou une Europe forte ouverte mais vigilante sur le grand large? En somme, savoir si l'UE reste suffisamment utile, ambitieuse et stratège dans un contexte géopolitique en tension. Car, faute de s'affirmer comme puissante, l'Europe court le risque de se retrouver au menu d'acteurs aux dents plus aiguës².

TROIS MOTS À RÉSONANCE HEXAGONALE

«Relance, puissance, appartenance» sont aussi des paroles qui s'inscrivent dans le cadre d'une séquence française bien particulière. En France, les derniers mois de l'année 2021 ont été marqués par une relance des dispositifs en faveur de l'agriculture, appelée à être l'un des secteurs-clés de l'économie, de l'appareil productif et de l'innovation. Le plan France 2030, présenté en octobre 2021, établit dix priorités stratégiques pour le pays, parmi lesquelles une révolution agricole et alimentaire passant par la génétique, la robotique et le numérique. C'est un exemple parmi d'autres d'un retour en grâce de l'agriculture, quand bien même des incohérences persistent au niveau des politiques publiques et que la réconciliation n'est pas encore totale entre les agriculteurs et le reste de la société. Mais force est d'admettre que le secteur agricole et agroalimentaire retrouve une véritable centralité en ce début de décennie, en s'affichant plus clairement comme pourvoyeur de solutions au mix énergétique, au stockage de carbone ou à la longévité en meilleure santé par le biais d'aliments innovants ou redécouverts. Et malgré la crise pandémique, aucune rupture de chaîne n'a été enregistrée dans le pays depuis deux ans, preuve que la sécurité alimentaire en France demeure au rendez-vous en toutes circonstances.

Néanmoins, des problématiques existent et mettent en débat l'état actuel de la puissance agricole et agroalimentaire française. Explorons ici trois défis, mais n'oublions cependant pas à quel point les changements climatiques, qui touchent déjà la France agricole comme l'ensemble de la planète, accentueront la complexité des métiers et la capacité de toutes et tous à se nourrir³. D'abord, celui du revenu moyen des producteurs, loin d'être à la hauteur de leurs contributions multiples à la société⁴ et qui demeure, au niveau européen, deux fois inférieur à celui des

1. Sébastien Treyer, «Santé et environnement : des biens publics mondiaux interdépendants, une opportunité pour le secteur agricole et alimentaire», in Sébastien Abis (dir.), *Le Déméter 2019*, op. cit.

2. Voir Thierry Pouch, «Europe : une puissance agricole mal assumée»; et Tancrède Voituriez, «L'Europe maîtrise-t-elle ses accords de libre-échange agricole?», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, op. cit.

3. Voir les Repères «Environnement» des éditions 2020 et 2021 du *Déméter*.

4. Quentin Mathieu, «Répartition de la valeur ajoutée agricole : la France peut-elle le faire?», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, op. cit.

autres catégories socioprofessionnelles. Si les   tats généraux de l'alimentation 1 et 2 tentent de corriger cet écart, il serait bon d'inciter les consommateurs à payer plus cher une nourriture qui s'améliore et de mettre un peu de bon sens dans la quête de proximité, d'authenticité et de patriotisme dans l'assiette.

Ensuite, l'attractivité du secteur demeure faible, tant dans le renouvellement en exploitations que dans les métiers industriels, et même dans les postes serviciels en entreprise. Des *start-up*   mergent certes dans l'*AgTech* et la *FoodTech*, mais ce n'est pas suffisant pour réussir cette révolution agricole et alimentaire. L'appartenance à ce mouvement souhaité sera collective, plurielle et large, ou ne sera pas. Les acteurs traditionnels doivent accepter l'arrivée d'autres, non issus du monde agricole (les NIMA), mais ces derniers ne réussiront pas sans les professionnels et les entreprises du secteur¹. Aussi peut-être conviendrait-il de mettre davantage l'accent sur le renouvellement de la compétitivité des exploitations, des entreprises et des filières pour éviter une focalisation du débat et des solutions sur les seules dimensions des ressources humaines. Pour que celles-ci soient attirées par le secteur et durablement mobilisées, encore faut-il que les conditions soient réunies pour leur donner les moyens de s'investir, d'y venir et de réussir.

Enfin, troisième exemple de problématique actuelle, le périmètre de la puissance. La France doit-elle revoir sa géographie agricole et vouloir produire de tout partout? Ou convient-il d'entretenir des complémentarités régionales pour produire ensemble pour tous? Cette territorialisation de la sécurité alimentaire ne devrait-elle pas davantage réfléchir aux connexions?    ce titre, il serait opportun d'inclure les produits de la mer dans la révolution alimentaire envisagée et la reconquête d'une plus grande souveraineté. L'  conomie bleue peut se conjuguer aux récoltes de la terre pour renforcer la puissance alimentaire française. Cela passe aussi par les départements et régions d'outre-mer, dont la dominante agricole et les productions enrichissent la palette d'offres françaises, tant pour les consommateurs nationaux que pour les marchés internationaux, encore sensibles à cette France agricole. Et pourtant, bien que les besoins en la matière soient mondiaux et qu'il s'agisse d'un secteur où la France génère des excédents, l'exportation de biens alimentaires pose question. Or, à force de tergiversations, elle perd du terrain vis-à-vis d'autres nations ayant mis le pied sur l'accélérateur: La France peut certes décider de ne plus exporter. Il n'est cependant pas certain qu'un tel choix résonne avec les trois termes stratégiques de relance, puissance et appartenance.

Des élections nationales attendent la France en 2022, le pays président pendant un semestre le Conseil de l'UE et il continue de vouloir jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Quels meilleurs leviers que l'agriculture et l'alimentation pour y parvenir? Ce sont deux faces d'une même pièce en or avec laquelle miser. Tant pour le futur de la France et de l'Europe que pour le devenir de leurs relations avec le monde.

1. Eddy Fougier, «France rurale : l'engouement des jeunes est-il durable?», in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2021*, op. cit.

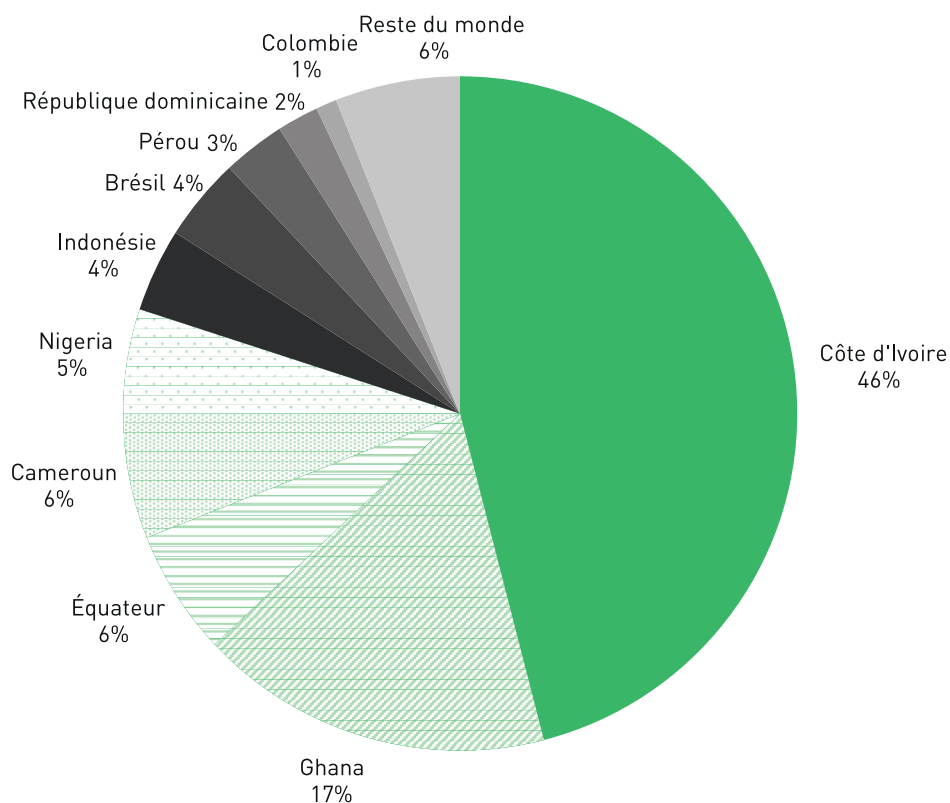
REPÈRES

THÉ, CAFÉ, CHOCOLAT, PRODUITS SUCRÉS

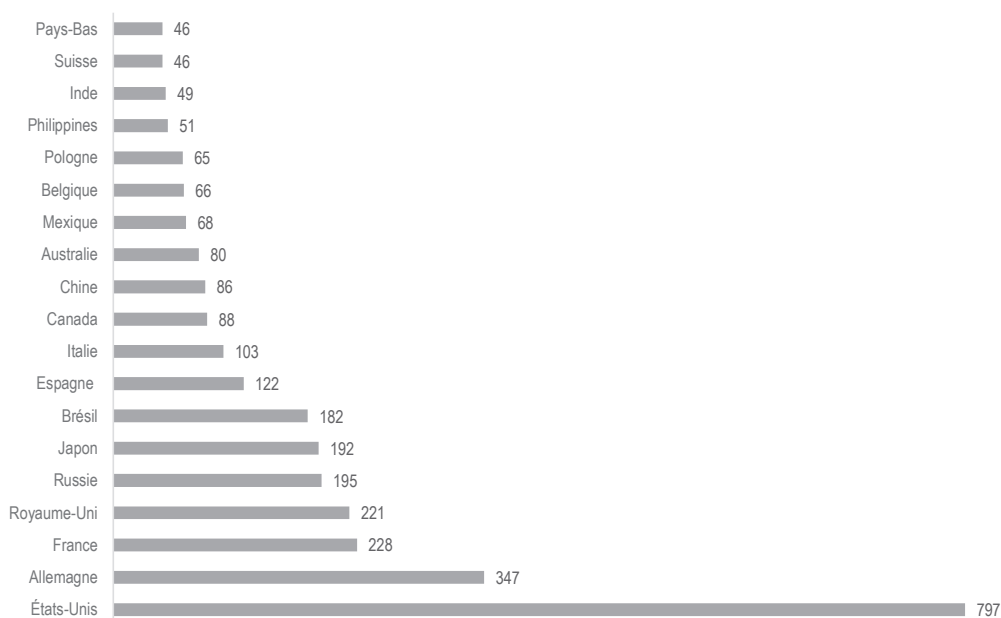
par le Club DEMETER

— STATISTIQUES —

Production de fèves de cacao par pays en 2019



Principaux pays consommateurs de cacao en 2019 (en milliers de tonnes)



Source : International Cocoa Organization (ICCO), 2019.

— TENDANCES —

Café et cacao, des itinéraires géostratégiques

Originaire d'Amérique du Sud, le cacao est aujourd'hui un bien de consommation globalisé au cœur d'enjeux stratégiques. Avant d'être consommé sous forme de tablette, de poudre ou autre, il passe par les mains de multiples acteurs et suit un parcours mondialisé. L'exemple du cacao, comme d'autres produits de grande consommation, illustre ainsi les paradoxes des attentes des consommateurs des pays les plus riches, qui souhaitent de plus en plus de produits locaux mais continuent de consommer ceux qui voyagent à travers la planète.

L'itinéraire mondialisé du cacao commence dans la zone intertropicale, et particulièrement en Côte d'Ivoire – premier producteur mondial de fèves de cacao depuis plusieurs décennies. En 2019, 77 % de la production de cette ressource provenait d'Afrique, 17 % d'Amérique et 16 % d'Asie et d'Océanie. Après récolte, la fève de cacao ne reste que très peu de temps dans le pays de production, puisqu'une fois revendue par des négociants locaux aux transformateurs, elle est acheminée vers les

compagnies du secteur de l'agroalimentaire et, enfin, vers les distributeurs. En 2019, 12 % de la transformation se faisait en Côte d'Ivoire, 13 % aux Pays-Bas, 11 % en Indonésie et 9 % aux États-Unis. Six entreprises multinationales – Mars, Nestlé, Ferrero, Mondelēz International, Hershey's et Lindt & Sprüngli – polarisent cette industrie, se partageant 40 % du marché de la production mondiale de chocolat. La fève de cacao devenue chocolat poursuit ensuite son itinéraire vers l'Europe – Allemagne en tête –, les États-Unis et la Russie, principaux consommateurs. La multitude d'acteurs impliqués dans la chaîne de valeur du cacao place cette ressource au cœur d'enjeux stratégiques, comme le grain de café, qui connaît un parcours similaire.

Café et cacao, en plus de connaître les mêmes trajectoires, sont au cœur de dynamiques identiques concernant l'évolution de leur filière, notamment face à l'augmentation de la demande. Alors que quelque 2,5 milliards de tasses de café sont consommées chaque jour, la demande devrait doubler d'ici 2050, surtout en Asie, particulièrement en Indonésie, au Vietnam et en Chine – ce dernier pays comptant aujourd'hui le plus d'enseignes Starbucks, juste derrière les États-Unis. Le chocolat suit les mêmes schémas : bien que la consommation en Asie soit en moyenne de 200 grammes par an par personne (g/an/personne) – inférieure à la moyenne mondiale de 900 g/an/personne –, celle de l'Inde a augmenté de 30 % en 2020 par rapport à 2016. Dans ce contexte, un des enjeux des États producteurs est d'améliorer les cultures et les conditions de récolte afin de diminuer les coûts de production et de satisfaire la demande. Certains producteurs ont, par exemple, recours aux innovations telles que la mécanisation, la sélection des cultures ou encore les technologies d'irrigation, qui leur permettent d'être plus compétitifs que les productions traditionnelles, comme la cueillette à la main.

L'augmentation de la demande en café et en chocolat a également des conséquences dans les pays consommateurs. Dans un contexte de compétition et de réduction de la dépendance alimentaire, ceux-ci investissent dans les productions de matières premières, tant dans les pays producteurs que sur le territoire national. La Chine a, par exemple, commencé à cultiver du café dans la province du Yunnan, tandis qu'à l'extérieur, des investisseurs chinois ont conclu des accords de partenariat avec les gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour la construction d'une usine de transformation et pour la création de centres de coopération agricole dédiés au cacao. D'autres acteurs émergent sur ces marchés florissants et profitent des dynamiques en cours et à venir. La Russie vient ainsi de s'inscrire parmi les dix premiers exportateurs de chocolat (en valeur), devant la Suisse. Le pays peut compter sur la croissance de la demande de ses voisins, la Chine étant le plus gros importateur de ces produits russes.

Le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes (sécheresses, ravageurs, etc.) perturbent toutefois la production de café et de cacao. D'ici 2050, environ 50 % des terres utilisées pour la culture du café pourraient ne plus être productives, ce qui vaut également pour le cacao. La production de la Côte d'Ivoire

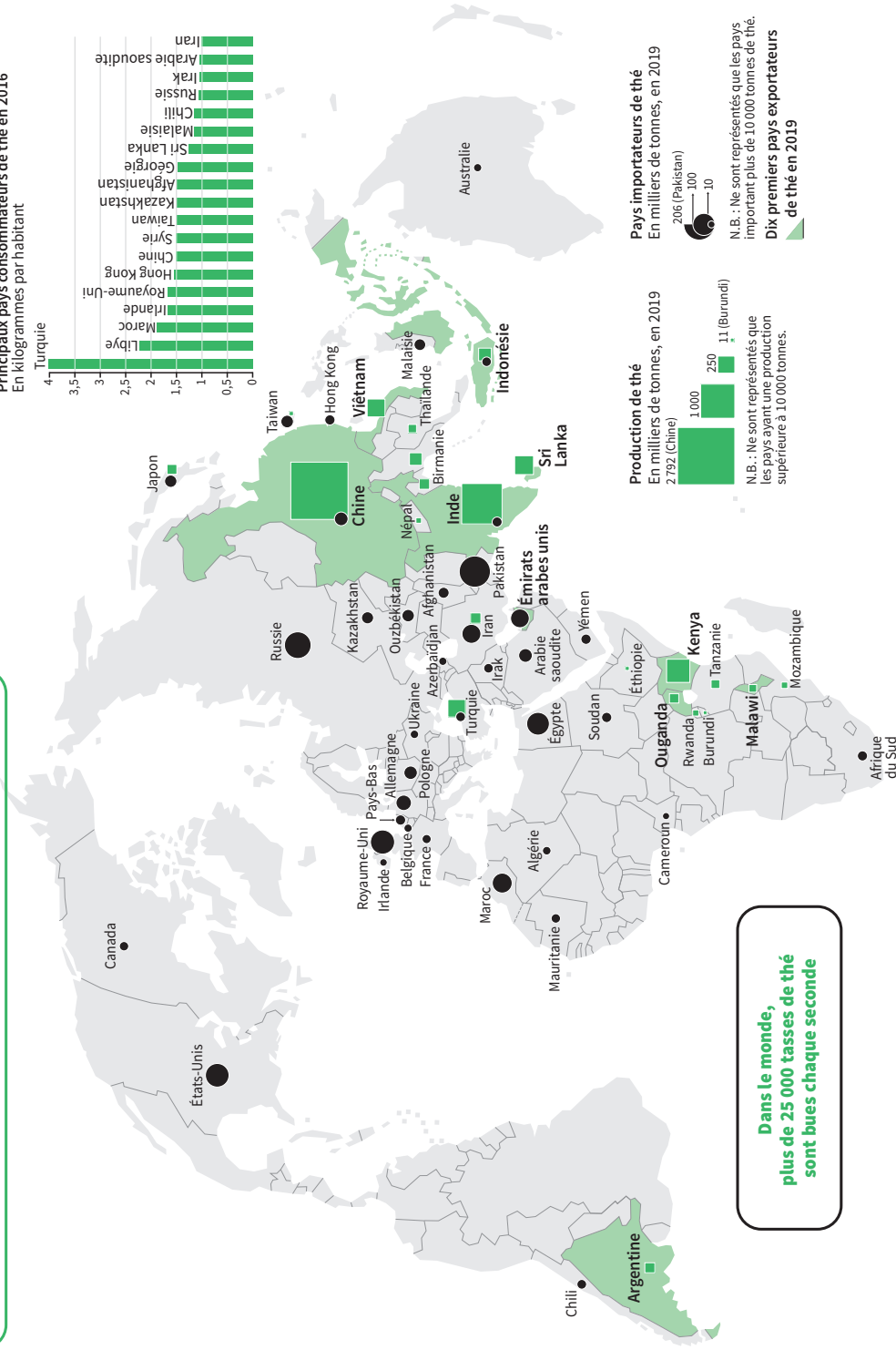
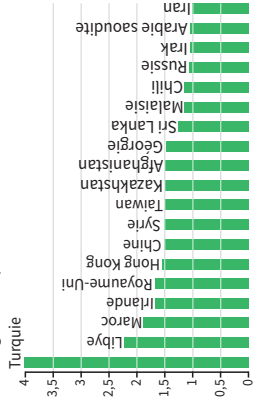
en 2060 ne dépasserait pas les 2 millions de tonnes, moins que le volume produit en 2019, alors qu'il représente une production capitale, qui génère des revenus importants pour une partie de la population. Des organisations non gouvernementales, notamment Global Witness, ont aussi pointé le rôle de ce produit dans l'envenimement des conflits et dans la guerre civile au début des années 2000. Le contrôle des revenus du cacao est en effet un enjeu stratégique dans le jeu politico-militaire du pays et les modifications de la production dans le futur pourraient peser sur sa stabilité.

À l'inverse, certains États, notamment en Asie, bénéficient aujourd'hui de conditions adéquates pour développer ces cultures – Indonésie, Cambodge, Viêt Nam pour le chocolat, notamment. La France profite, elle aussi, de ces reconfigurations pour diminuer sa dépendance aux marchés. Une *start-up*, Acapella, s'est ainsi lancée dans l'expérimentation de la production de plants de thé et de café dans les Pyrénées-Orientales. D'autres innovations sont en cours, comme l'élaboration d'alternatives, dont le café sans grain, produit en laboratoire à partir de cellules récoltées sur des plantes de café, ou le café moléculaire Atomo. Si elles sont nécessaires, elles restent toutefois encore loin de pouvoir remplir les 2,5 milliards de tasses de café bues chaque jour.

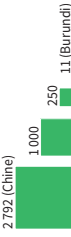
Malgré ces innovations destinées à répondre à la demande et à s'adapter au changement climatique, la production de cacao et de café demeure au cœur de problématiques, dont la déforestation, la valorisation du travail des femmes, le travail des enfants et la juste rémunération des producteurs – qui vivent généralement sous le seuil de pauvreté. Afin de réduire la dépendance vis-à-vis des pays du « Nord » et de créer de la valeur ajoutée dans les pays producteurs, certains États entendent investir dans la transformation des matières premières. Les productions de cacao et de café représentent ainsi un intérêt stratégique pour l'ensemble des acteurs sur la chaîne de valeur, qui pourrait mener à une modification des itinéraires de production, de transformation et de commercialisation, au gré des ambitions nationales et du changement climatique, alors que ces produits pourraient se faire de plus en plus rares demain.

Les itinéraires du thé, entre production et échanges mondiaux

Principaux pays consommateurs de thé en 2016
En kilogrammes par habitant



Production de thé
En milliers de tonnes, en 2019



N.B. : Ne sont représentés que les pays ayant une production supérieure à 10 000 tonnes.

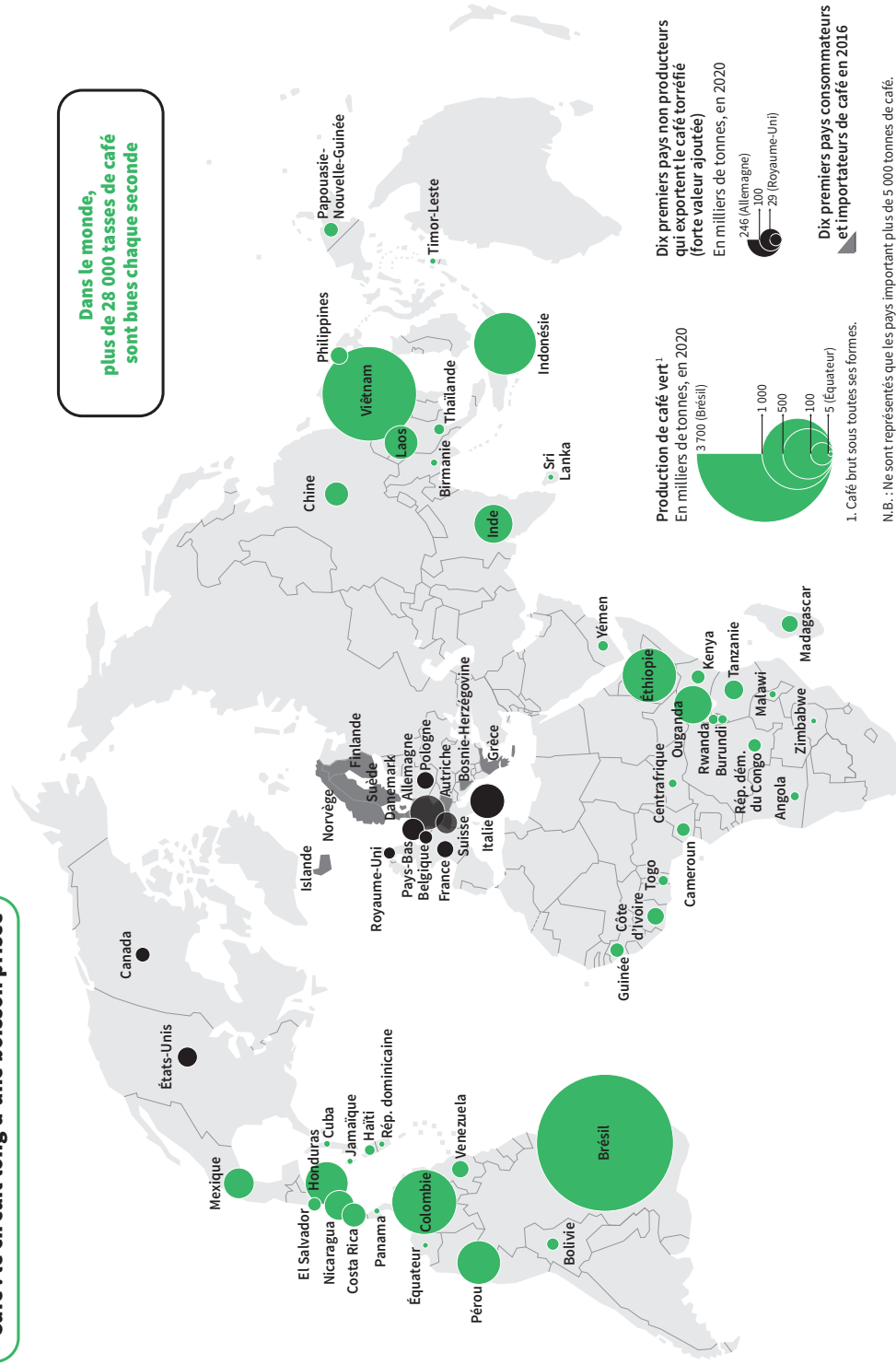
Pays importateurs de thé
En milliers de tonnes, en 2019



N.B. : Ne sont représentés que les pays important plus de 10 000 tonnes de thé.
Dix premiers pays exportateurs de thé en 2019

Dans le monde,
plus de 25 000 tasses de thé
sont bues chaque seconde

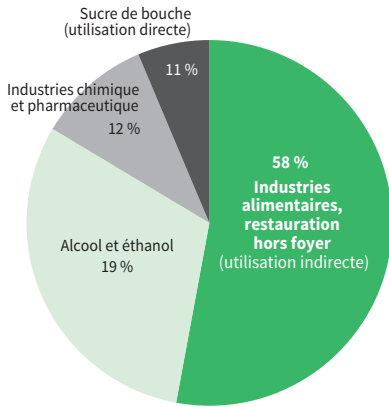
   Café : le circuit long d'une boisson pris  e



● France : consommation de sucre et produits sucrés

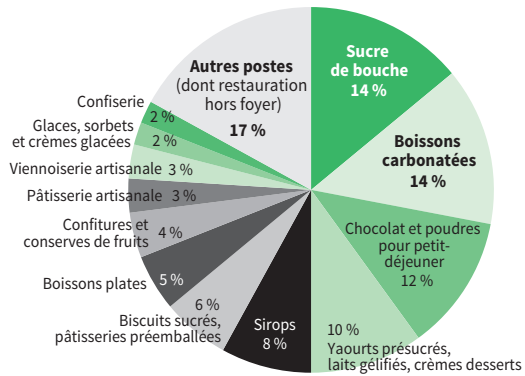
● Estimations des débouchés du sucre en France

En 2016-2017, en métropole et dans les départements d'outre-mer
En pourcentage



● Principales utilisations du sucre alimentaire

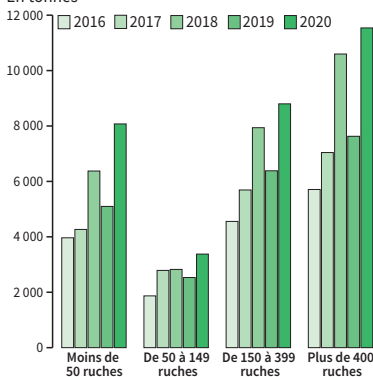
Estimations en 2018, en pourcentage



La consommation annuelle de miel en France approche les 45 000 tonnes et la production ne suffit pas à répondre à une demande en hausse constante. En 2020, la production a dépassé les 30 000 tonnes contre 21 600 en 2019, année au cours de laquelle plus de 32 000 tonnes de miel ont été importées, contre 5 000 tonnes environ il y a vingt-cinq ans.

Six pays réalisent près de 85 % des importations françaises de miel, avec l'Ukraine et l'Espagne en tête. Le miel fait l'objet de nombreuses fraudes et trafics, il peut être adulteré (ajout d'eau ou d'autres produits sucrés) ou francisé (miel étranger vendu frauduleusement comme français).

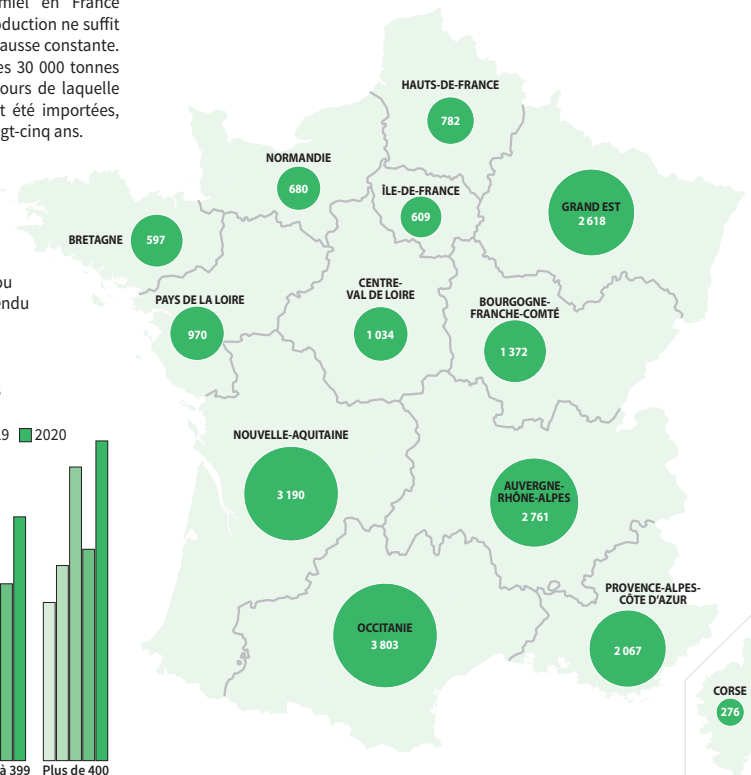
Production de miel en volume en fonction du nombre de ruches



Sources : France AgriMer, Bilan de campagne miel 2020, septembre 2021 ; Cultures sucre, 2021

● Volumes de miel produits en France en 2019

En tonnes



Réalisation cartographique : Laura Marguerite © DEMETER / Le Déméter 2022